Paris, le

Madame la ministre de la Culture et de la Communication

Objet : Adhésion du corps des conservateurs du patrimoine au RIFSEEP

Madame la Ministre,

Le ministère de la Culture et de la Communication prépare actuellement l'adhésion du corps des conservateurs du patrimoine au régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) dont l'arrêté devrait être pris d'ici la fin de cette année pour une mise en œuvre à compter du 1^{er} janvier 2017.

Des premières réunions tenues les 7, 18 et 28 novembre derniers par le ministère de la Culture et de la Communication avec les organisations syndicales représentatives du personnel et des quelques documents qui ont été distribués à cette occasion, il ressort que **le régime indemnitaire prévu pour les conservateurs du patrimoine n'est pas acceptable en l'état**. Vous trouverez, ci-joint, le projet d'arrêté qui nous a été communiqué le 25 novembre dernier à l'occasion du comité technique spécial Archives de la direction générale des patrimoines.

Les conservateurs du patrimoine, comme vous le savez, constituent un corps supérieur à caractère scientifique et technique à vocation interministérielle de catégorie A⁺ de la fonction publique de l'État. Le niveau de responsabilités est important et couvre de très nombreux domaines : fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception ; expertise scientifique de haut niveau reconnue en France comme à l'étranger, qui font des conservateurs du patrimoine des acteurs essentiels de la politique culturelle, scientifique mais aussi sociale et éducative de l'État ainsi que du rayonnement de la France à l'étranger et, plus généralement, du patrimoine culturel et naturel de l'humanité.

Le RIFSEEP est l'outil indemnitaire de référence pour l'ensemble des corps et emplois de la fonction publique de l'État. Il importe donc que le régime appliqué aux conservateurs du patrimoine puisse enfin être en adéquation avec les fonctions qu'ils exercent. Il importe qu'il soit du même niveau que celui d'autres catégories A⁺ de la fonction publique de l'État dont les responsabilités en terme d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception sont équivalentes. Il importe enfin que l'expertise scientifique de haut niveau des conservateurs du patrimoine français soit reconnue à sa juste valeur.

Les organisations syndicales [les citer] réunies en intersyndicale pour l'occasion, souhaitent que l'adhésion du corps des conservateurs du patrimoine au régime du RIFSEEP soit l'occasion de reconnaître l'ensemble de leurs expertises managériales, administratives et scientifiques. **Elles revendiquent de ce fait que le régime indemnitaire des conservateurs du patrimoine soit a minima aligné sur celui des attachés d'administration de l'État d'administration centrale ou mieux encore sur celui des administrateurs civils. Cela représenterait un signe fort pour un corps propre à notre ministère qui pendant trente ans n'a connu aucune revalorisation.**

En espérant que cette question recueillera votre assentiment, nous sollicitons de votre part un rendez-vous et vous prions, de recevoir, madame la Ministre, l'assurance de notre haute

considération.